

## Un cap toujours libéral

«Les Français attendaient que le Président tire les leçons de la crise. Ce à quoi il avait semblé vouloir s'engager. Espoir vain. Pas de changement de cap. Justice sociale et fiscale, écologie, démocratie, féminisme ne sont pas sur le chemin présidentiel», a commenté Olivier Faure, après l'interview présidentielle du 14 juillet.



Des aides sans contreparties

Il aurait pourtant été possible d'introduire plus de justice sociale et de conditionner les aides de l'État au respect de critères fiscaux, sociaux et environnementaux.

C'était l'ambition de l'amendement proposé par le Groupe Socialistes et apparentés, le 9 juillet, mais rejeté par la majorité parlementaire.

Cet amendement interdisait ainsi le versement de dividendes en 2020 aux sociétés, quelle que soit leur forme juridique, ayant bénéficié d'au moins une des aides directes ou indirectes de l'État, mises en œuvre pour amortir les effets économiques de la crise.

Cette interdiction s'étend à toute forme de dividende, y compris les avances et les intérêts sur premier dividende, qu'ils soient en numéraire ou en action.

L'amendement imposait également aux sociétés bénéficiaires de ces aides de ne pas détenir d'actifs dans les paradis fiscaux, sur la base de la liste des États et territoires non-coopératifs en matière fiscale, fixée par arrêté des ministres chargés de l'économie et des comptes publics.

La troisième obligation imposait aux sociétés bénéficiaires de respecter les dispositions de l'Accord de Paris sur le climat et de remettre chaque année un

rapport sur leur trajectoire de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030.

Enfin, et s'agissant des entreprises soumises à la loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, celles-ci sont tenues d'avoir mis en œuvre, de manière effective, un plan de vigilance.

Ainsi, la solidarité nationale est conditionnée à une responsabilité sociale, environnementale et fiscale des sociétés bénéficiaires de ces aides.

«**N'empêchons pas les entreprises de se relever en leur imposant des conditions intenable**s», a tenté de justifier le rapporteur.

«**Je trouve proprement scandaleux de considérer que la présence dans un paradis fiscal n'implique pas le refus d'une aide**», s'est indigné Dominique Potier. «**Nos propositions sont rationnelles et posent un socle minimum**», a précisé le député socialiste. «**Nous ne nous immisçons pas dans la gouvernance des entreprises, nous ne demandons ni une égalité des salaires, ni de faire de l'économie sociale. Nous rappelons simplement qu'une morale publique est fixée par la loi et par des accords-cadres et que les entreprises qui ne la respectent pas ne peuvent pas bénéficier de la solidarité nationale.**»

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 16/07/2020

SITE DE DEPOT  
P1  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Illectronisme

Dans une Tribune publiée le 8 juillet dans *Le Télégramme*, Kévin Faure, conseiller départemental délégué au numérique, met en garde contre les dangers de l'illectronisme dont chacun a pu mesurer l'ampleur en particulier à l'occasion du confinement : d'un côté, ceux qui peuvent et savent utiliser les outils numériques pour se former, se cultiver, se distraire ou consommer et de l'autre ceux qui ne maîtrisent pas la technologie ou ne possèdent pas les équipements nécessaires.

S'il est un formidable outil d'émancipation pour les uns, le numérique peut aussi être un instrument d'exclusion pour les autres.

Les collectivités locales doivent alors intervenir pour soutenir les associations qui luttent contre l'illectronisme mais aussi veiller à ce que l'ensemble des services publics soient accessibles à tous et que la dimension humaine soit toujours présente dans les politiques qu'elles engagent. Comme dans le Finistère.

PS29

Tribune en ligne sur [ps29.org](https://ps29.org)

# Touche pas à mon Hop!

«*S'il faut se lever pour sauver l'emploi, le pays de Morlaix se lèvera*». Le 8 juillet, devant l'entrée de l'aéroport de Ploujean, Jean-Paul Vermot n'y est pas allé par quatre chemins pour résumer l'état d'esprit des salarié.es, des élu.es et plus largement de l'ensemble des habitant.es du Pays de Morlaix, suite à l'annonce de l'abandon du site de Hop! à Morlaix dans le cadre d'un vaste plan de réduction des effectifs au sein d'Air France.



Les élus refusent ce gâchis

Ce rassemblement était organisé à l'occasion du déplacement de Pierre-Olivier Bandet, directeur général adjoint d'Air France en charge de Hop! qui a confirmé le plan d'abandon du site de Morlaix et tenté de le justifier par l'éloignement géographique.

«**Oui, ce qui se passe ici à Morlaix est inacceptable. Quand on a entendu et cru la parole du président de la République qui a déclaré qu'aucune usine ne doit fermer dans une ville moyenne. Il y a un moment où les élus, avec les salariés, doivent dire que la parole politique se doit d'être crédible**».

En effet, à l'occasion de la fin de la convention pour le climat Emmanuel Macron a déclaré que les villes moyennes auront un traitement spécial dans le redressement nécessaire après la crise du confinement. «**Nous sommes concernés au premier chef en tant que ville moyenne. On ne peut pas ici à Morlaix, être sélectionné dans un programme "action cœur de ville" qui est censé nous aider à retrouver du dynamisme et d'un autre côté avoir le groupe Air France et Hop! qui, avec un plan de soutien de 7 milliards viennent nous expliquer qu'il faut quitter ce territoire**», s'est indigné le nouveau maire de Morlaix. Comment pourrions-nous accepter qu'une partie

des activités soient transférées à Nantes ou à Roissy? On a l'impression de revoir surgir un plan que nous avons déjà combattu et qui ressort, aujourd'hui, sous couvert de la crise et avec l'argent des contribuables!

Ce désengagement est d'autant plus inacceptable que les élus, et en particulier ceux de Morlaix communauté, ont toujours soutenu Hop!. En septembre 2019 des investissements ont été programmés. Alors que les manifestants se rassemblaient devant le siège de Hop!, une noria de camions et d'engins de terrassement apportaient de la terre pour des travaux à l'intérieur du site. Yves Moisan, vice-président de Morlaix communauté en charge de l'économie, a expliqué de quoi il s'agissait : en accord avec Hop!, Morlaix communauté a investi 500 000 euros pour réaliser des travaux d'agrandissement d'un hangar. Et c'est ce site, en phase d'agrandissement, que Hop!, veut abandonner!

En plus de ces investissements, c'est un savoir-faire reconnu qui risque de disparaître. La Région a mis en place des formations pour les métiers de l'aéronautique.

## «**Le site Hop! de Morlaix a de l'avenir.**»

Ce site a de l'avenir. Oui les avions ont cessé de voler pendant le confinement. Mais qu'en sera-t-il dans deux ou trois ans? Personne ne le sait, pas même les dirigeants d'Air France et de Hop!

Pour Gérard Lahellec, la crise du Covid n'est qu'un prétexte pour enclencher un plan de désengagement déjà prêt depuis longtemps. S'il était appliqué, ses conséquences auraient évidemment des répercussions sur la région de Morlaix, mais aussi sur l'ensemble de la Bretagne et les aéroports de Rennes, Brest et Quimper auraient à en souffrir.

«**En outre, nous, dans nos collectivités, nous devons rendre compte lorsque nous engageons des projets. Là, le gouvernement verse 7 milliards, Air France décide de supprimer des centaines d'emploi et d'abandonner des sites sans la moindre étude d'impact**», s'est indigné le vice-président de la Région.



Une détermination totale

À l'occasion de la session des 9 et 10 juillet, le conseiller régional Gwénégal Bui est intervenu pour dénoncer les décisions des dirigeants d'Air France.

«**Nous avons affaire à des personnes qui ne poursuivent qu'un but : augmenter la rémunération de leurs actionnaires sans la moindre considération pour l'emploi ou l'aménagement du territoire**», a dénoncé Jean-Luc Fichet. «**On connaît déjà le trajet des milliards accordés par l'État : il finira dans les poches des actionnaires.**» Pour le sénateur, la réponse ne peut être que politique. Le sénateur du Finistère multiplie les interpellations des ministres concernés, à l'Économie et aux Transports.

La mobilisation pour maintenir le site de Hop! à Morlaix ne fait que commencer. Le 8 juillet, devant l'entrée de l'aéroport, salarié.es, élu.es et habitant.es ont clairement exprimé leur volonté de ne pas céder face à une logique exclusivement financière. «**Toutes les hypothèses n'ont pas été étudiées pour sauver le site**», ont dénoncé les représentants du personnel au sortir de leur entrevue avec le directeur adjoint d'Air France.



Une forte mobilisation

La bataille pour la sauvegarde des emplois et du savoir-faire aéronautique dans le Pays de Morlaix ne fait que commencer...

# Blois : Le rdv de la gauche d'après

**Le changement c'est maintenant. Après le campus 19 qui s'était tenu à La Rochelle, c'est à Blois que les socialistes et leurs partenaires se retrouveront pour le campus 20 les 28, 29 et 30 août. « Nous n'avons rien contre La Rochelle mais la direction nationale a souhaité changer », explique Corinne Narassiguin.**

Plusieurs options étaient envisageables mais c'est finalement la Préfecture du Loir-et-Cher qui a été choisie. **« Blois cohabit toutes les cases »,** résume Corinne Narassiguin. C'est une ville solidement ancrée à gauche. Marc Gricourt a été réélu, dès le premier tour, à la tête d'une liste d'union de la gauche en rassemblant 55,99% des voix.

La ville dispose des équipements et de la capacité hôtelière nécessaires à ce rassemblement. **« Avec les rendez-vous de l'Histoire, elle a déjà montré sa capacité à accueillir de grands rassemblements. »** À La Rochelle, quasiment toutes les tables rondes et ateliers se tenaient dans l'Espace Encan. **« À Blois, le campus sera un peu plus éclaté dans tout le centre-ville »,** annonce la secrétaire nationale à la Coordination.

Voilà pour les changements. Mais, les fondamentaux de l'université de rentrée du Parti Socialiste demeurent : un lieu de formation et de débats dans une ambiance conviviale. La Fédération Nationale des Élu.es Socialistes et Républicains organisera son propre campus quelques jours avant.

**« Nous avons principalement deux choses à faire durant ce week-end »,** estime Isabelle This Saint-Jean. D'abord, avec les militant.es et les élu.es de plus en plus nombreux, travailler sur le projet. **« Nous avons présenté un plan de relance pour répondre à la crise mais il faut maintenant que chacun se l'approprié. »**



Un week-end de formations et d'échanges

**« Ensuite, dans la perspective de l'union de la gauche qui est, plus que jamais, notre stratégie, nous devons identifier ce que nous avons en commun et ce qui reste encore sujet à débats »,** Sans présumer les conclusions, pour la secrétaire nationale au projet, chacun doit se rendre compte que les convergences l'emportent sur les divergences sur les réponses à apporter à la crise, sur la nécessité d'engager la transition écologique ou sur la remise à plat de nos institutions qui ne fonctionnent plus.

Enfin, compte tenu de l'ampleur de la crise et des défis que nous avons à relever, nous devons faire preuve d'imagination. **« Je crois en l'intelligence collective et chacun d'entre nous possède une partie de la solution ».**

En parallèle de ces tables rondes, auxquelles seront invités toutes les forces de gauche, mais aussi des responsables associatifs et syndicaux, des ateliers de formation pratique seront proposés aux militants. La direction du PS a veillé à ce qu'un maximum d'adhérents puissent participer à ce rendez-vous.

Pour connaître le programme, inscription à la newsletter nationale sur <https://www.parti-socialiste.fr/>

## Fête de la Gauche 2020

**Pour sa troisième Fête de la Gauche, après le Relecq-Kerhuon et Quimperlé, la Fédération du Finistère du PS a décidé d'aller à Plouigneau, au plan d'eau. C'est donc dans le Trégor qu'elle donne rendez-vous, le 26 septembre, à toutes et tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la social-écologie.**

À partir de 11h45, dans une ambiance conviviale, se succéderont des ateliers, consacrés notamment à l'aménagement du territoire, à la santé, à la décentralisation...

Comme pour les éditions précédentes, l'ensemble des forces de gauche seront invitées à participer à ce rassemblement. Des stands seront mis à la disposition d'associations qui pourront ainsi présenter leurs activités.



# Agenda

**18 juillet**

10h00 : Atelier Europe  
au local du PS à Brest.

**25 juillet**

10h00 : Atelier Europe  
au local du PS  
à Quimper.

Le nombre de places  
étant limité pour ces deux  
réunions, animées par  
Josselin Chesnel, merci de  
vous inscrire au  
02 98 53 20 22 ou à  
gestion.ps29@wanadoo.fr

**Cette année,  
Cap Finistère cessera de  
paraître à partir de ce  
vendredi 17 juillet.**

**Le numéro de la rentrée  
paraîtra le 28 août 2020.**



**Le secrétariat fédéral  
vous souhaite à tous  
un bel été !**

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1320 - Vendredi 17 juillet 2020  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



# Chemins citoyens

**Franck Chapoulie**

**Franck Chapoulie est devenu le 21<sup>e</sup> maire de Mellac à l'issue d'une triangulaire. Il nous explique comment il envisage d'exercer cette nouvelle fonction, en insistant particulièrement sur la nécessaire solidarité qui doit prévaloir dans toutes les politiques que son équipe va mettre en œuvre.**

**Cap Finistère : Pourquoi la liste que tu menais s'intitulait « Chemins citoyens » ?**

**Franck Chapoulie :** La liste que je menais étaient composée d'adhérents socialistes mais aussi de syndicalistes ou de militants associatifs. Notre projet a été élaboré en commun et le choix du nom de notre liste aussi a été trouvé collectivement. Nous voulions à la fois être originaux et permettre aux électrices et aux électeurs, de comprendre l'ambition qui nous anime rien qu'en lisant le nom de notre liste. À l'issue d'un débat, quelqu'un a proposé « Chemins citoyens » qui met en avant l'idée de mouvement, mais en mode de déplacement doux et la notion de citoyenneté et de participation que nous revendiquons. Chemins citoyens résume bien notre état d'esprit.

**Cap Finistère : Comment conçois-tu ton rôle de maire ?**

**Franck Chapoulie :** C'est tout à la fois, une immense responsabilité, une immense fierté et un immense honneur. À travers l'écharpe bleu-blanc-rouge, un des symboles de la République, je mesure depuis mon élection, toutes les significations que cette fonction comporte, toutes les valeurs qui lui sont attachées, toutes les exigences qu'elle entraîne.

Je veux être, avant tout, le digne représentant de la commune, être humblement à l'écoute et au service de l'ensemble de ses habitants et entendre plus que jamais ceux qui s'expriment peu et que cette crise a singulièrement révélés.

**Cap Finistère : Quels sont les enjeux pour Mellac ?**

**Franck Chapoulie :** Mellac a une histoire, elle a un passé. La commune s'est façonnée peu à peu, génération après génération avec, à sa tête, des maires et des équipes qui ont su mettre en valeur ses atouts, malgré des difficultés. Avec mon équipe, nous avons la chance de succéder à Bernard Pelleter et à Louis Le Pensec qui ont su imprimer leur marque dans la commune.

Mellac se caractérise par sa démographie urbaine historiquement éclatée et une proximité immédiate avec Quimperlé qui

offre bien des avantages, parfois, mais aussi ses inconvénients. Nous connaissons, depuis plusieurs années, une forte croissance démographique et nous avons l'une des plus grandes écoles du département, avec près de 350 élèves. Nous devons donc répondre aux attentes d'une population plutôt jeune.

Mais nous sommes confrontés aux mêmes défis que toutes les communes de taille comparable en matière d'emploi ou d'environnement.

**Cap Finistère : Tu as rappelé que la crise du Covid ne doit pas faire oublier l'urgence climatique.**

**Franck Chapoulie :** C'est évident. Nous devons cependant être attentifs à toutes celles et tous ceux qui ont souffert de la crise du confinement et faire preuve de solidarité. Nous devons traduire en gestes et en actes des attentions utiles au quotidien, rassurer et solidifier nos rapports des uns aux autres, avec, toujours, ce sens aigu et primordial de l'intérêt général qui prime sur tout.

Mais il est vrai que s'il faut répondre à la crise du Covid, il ne faut pas perdre de vue l'urgence climatique. Nous allons également poursuivre le travail déjà entamé par l'équipe précédente sur la sobriété énergétique, les déplacements doux ou le bien-manger. Nous allons mener tous ces chantiers avec les habitants.

**Cap Finistère : Vous l'avez remporté sur une triangulaire. Quel rôle souhaitez-tu voir jouer par tes oppositions ?**

**Franck Chapoulie :** J'ai tenu à saluer tout particulièrement les représentants des deux autres équipes et leurs colistiers lors de ma première intervention. Je sais combien c'est difficile d'encaisser des écarts aussi réduits.

Mais la démocratie s'est exprimée et la campagne est maintenant terminée, même si certains veulent jouer les prolongations en engageant un recours.

Je veux faire en sorte que le Conseil municipal puisse travailler de façon sereine, dans le respect des uns et des autres. L'opposition a des droits qui seront respectés et précisés dans un règlement à élaborer. La critique responsable est un droit fondamental mais nous sentons tous aujourd'hui que les Mellacoises et les Mellacois attendent surtout de nous tous une attitude constructive. Pour ma part j'y suis prêt.

